



J'ai conduit, la semaine dernière, une délégation officielle du Sénat en Tunisie, pays auquel je suis très attaché – je préside aujourd'hui le groupe « France-Tunisie » du Sénat après avoir présidé celui de l'Assemblée Nationale – et qui doit être aidé et soutenu, par la France tout particulièrement. En effet, la Tunisie est le seul pays du monde arabo-musulman qui s'est doté d'une Constitution novatrice pour ce qui est de Droits de l'Homme, de l'égalité entre les femmes et les hommes et de toutes les valeurs de la démocratie. La Tunisie reste à cet égard un exemple : elle a montré le chemin. Et les nombreuses rencontres que nous avons eues avec des membres du gouvernement, des parlementaires et des élus locaux nous ont montré combien la démocratie est vivante en ce pays.

Ils nous ont montré aussi la nécessité d'investissements économiques forts. Car le « défi démocratique » ne peut être relevé et gagné que si les conditions de vie de l'ensemble des habitants s'améliorent. Or le chômage reste élevé. Il touche un nombre conséquent de jeunes – et de jeunes diplômés. Le président de la République française a déclaré que les investissements français en Tunisie devaient doubler en cinq ans. Cette promesse doit être tenue. C'est le sens du [colloque très fructueux que nous avons organisé au Sénat lors de la venue de Youssef Chahed, Premier ministre tunisien](#), qui ne portait que sur les différents secteurs industriels, qui s'est voulu très concret et a rassemblé nombre d'acteurs de l'industrie française et tunisienne. Il y a de nombreuses perspectives de développement – de

codéveloppement devrais-je dire – et pas seulement de « sous-traitance » pour les entreprises françaises en Tunisie.



Une précision importante, toutefois. La Tunisie, ce n'est pas que le nord de la Tunisie. C'est aussi le centre et le sud. Nous avons voulu qu'une part importante de notre déplacement soit consacrée au sud. Aussi sommes-nous allés à Gafsa où les élus locaux nous ont fait remarquer la quasi absence d'entreprises françaises dans la région (alors que 1 500 entreprises françaises sont présentes en Tunisie).

C'est aussi pour envoyer un « signe » à Gafsa, dans les domaines de la culture et de la formation, que nous avons inauguré avec l'ambassadeur de France, Olivier Poivre d'Arvor – pleinement investi dans la coopération franco-tunisienne – une « Alliance française ». Il y a certes un Institut français à Tunis, Sfax et Sousse et des Alliances françaises à Bizerte, Kairouan et Djerba. Mais en ouvrir une aujourd'hui à Gafsa et, demain, à Gabès, c'est manifester que pour la France, *toute* la Tunisie doit être prise en compte pour ce qui est du développement culturel.

Cela est vrai dans d'autres domaines. Je pense au nouvel hôpital de Gafsa, pour lequel la France s'est impliquée depuis 2016... mais dont la réalisation tarde en raison de lenteurs et lourdeurs bureaucratiques. Il doit ouvrir en 2023. Espérons qu'il n'y aura pas de nouveau

retard.

Nous avons longuement évoqué les questions universitaires. Et notamment la création de l'« Université franco-tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée » qui doit ouvrir prochainement. Mais aussi la question de [l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants étrangers dans les universités françaises](#), sur laquelle je me suis déjà exprimé. Il y a eu des amodiations, mais nous devons rester vigilants !

Avec le ministre tunisien de l'Éducation nationale, nous avons évoqué le maintien de l'enseignement du français à l'école primaire. C'est un enjeu important. Il est essentiel à cet égard que la France fasse des efforts et apporte un concours financier conséquent pour former les formateurs. Et cela d'autant plus que d'autres pays, comme la Grande Bretagne ou l'Allemagne, apportent des crédits substantiels pour former des formateurs dans leur langue respective.



Enfin, la question du tourisme est importante. Les Français sont revenus en Tunisie. Ils étaient 800 000 touristes en 2018 (contre 1,4 million quelques années auparavant). Des décisions relevant du Quai d'Orsay permettraient toutefois de nouvelles avancées dans ce domaine décisif de l'économie tunisienne.

Je voudrais enfin émettre le vœu qu'au-delà des logiques purement comptables, le FMI prenne en compte la situation géopolitique de la Tunisie !

Oui, tout doit être fait pour soutenir cette jeune démocratie. L'enjeu va bien au-delà de la seule Tunisie.

Enfin, un grand merci à Olivier Poivre d'Arvor, ambassadeur de France en Tunisie pour son accueil, son aide et sa constante implication pour le succès de la coopération entre nos deux pays.

Jean-Pierre Sueur